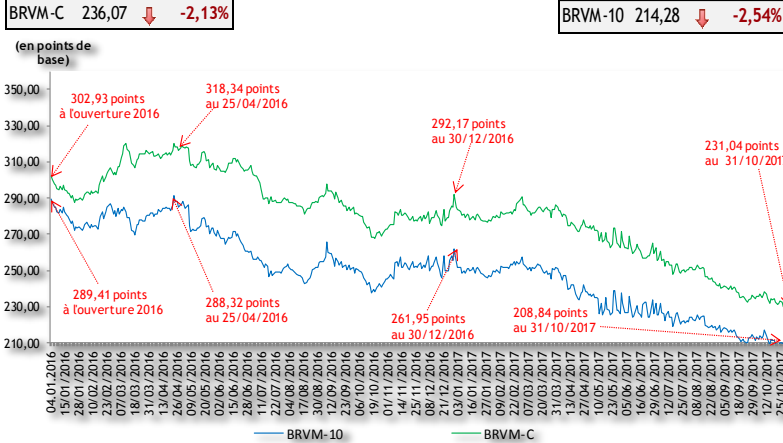


LE MARCHÉ BOURSIER DE L'UEMOA EN OCTOBRE 2017

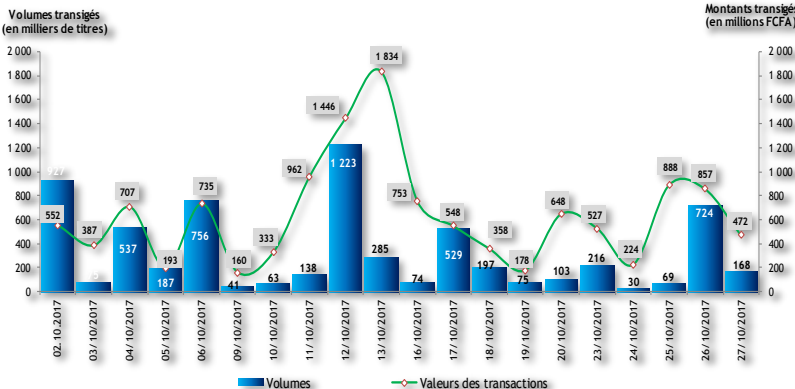
LES PERFORMANCES DU MARCHÉ

Valeur totale des transactions (FCFA)	14 378 866 643
Volume transigé (titres)	6 812 321
Capitalisation/ Actions (FCFA)	6 235 479 816 060
Capitalisation/ Obligations (FCFA)	3 020 824 177 043
Price Earning Ratio (PER) moyen (x)	18,15
Ratio de liquidité moyen	33,46%

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés sur le marché Actions



COMPARTIMENT-ACTIONS DE LA BRVM

Les cinq (5) plus fortes hausses du mois

Titres	Var. Hebdo	+ Bas	+ Haut	Clôture	Valeurs transigées
SAFCA CI	▲ +53,57%	7 280	11 180	10 400	6 015 820
BICICI	▲ +15,97%	7 200	8 945	8 165	95 468 510
BOLLORE AFRICA LOC	▲ +14,3%	3 150	4 000	3 700	349 918 640
NSIA BANQUE CI	▲ +11,1%	9 000	10 400	9 115	1 396 626 410
PALM CI	▲ +9,6%	8 100	9 000	8 305	68 256 050

Les cinq (5) plus fortes baisses du mois

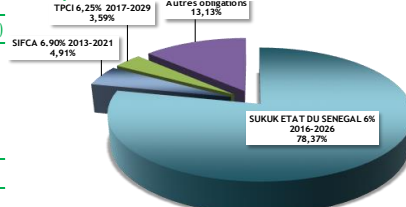
Titres	Var. Hebdo	+ Bas	+ Haut	Clôture	Valeurs transigées
SODE CI	▼ -27,04%	47 060	61 000	54 995	168 890 740
NESTLE CI	▼ -21,95%	2 200	2 800	2 235	432 114 065
UNILEVER CI	▼ -21,43%	11 000	14 000	11 000	1 386 110
SICOR CI	▼ -15,82%	5 135	6 000	5 135	116 145
SUCRIVOIRE	▼ -13,64%	3 800	4 400	3 995	97 859 000

COMPARTIMENT-OBLIGATIONS DE LA BRVM

Les lignes les plus actives du mois

Titres	Volumes	Montants transigés (FCFA)
SUKUK ETAT DU SENEGAL 6% 2016-2026	54 798	545 091 250
SIFCA 6,90% 2013-2021	3 433	34 163 350
TPCI 6,25% 2017-2029	2 500	25 000 000
Autres obligations	9 680	91 313 196
Cumul	70 411	695 567 796

Répartition des transactions en valeur



Physionomie du marché en octobre 2017

Recul du marché sur fonds de baisse de la liquidité au cours de ce mois

Dans une conjoncture en zone UEMOA, pour le moins mitigée, la Bourse régionale est restée extrêmement volatile, suivant une trajectoire globalement baissière en octobre. Plusieurs événements ont, comme le mois précédent, impacté le marché régional, notamment, (i) 1 augmentation de capital par incorporation de réserves avec émission et distribution d'actions gratuites aux actionnaires, (ii) 10 fractionnements d'actions, (iii) 2 nouvelles introductions en bourse, (iv) 5 radiations et (v) 26 publications de chiffres (dont 22 au titre du 1^{er} semestre 2017 et 4 au titre du 3^{ème} trimestre). L'événement le plus marquant reste la première cotation en bourse des titres NSIA banque le 24 octobre 2017 qui a permis d'enregistrer, le même jour 4,8 millions FCFA sur 500 titres échangés. Depuis cette date, le cours du titre n'a progressé que de 3,4% au 31 octobre 2017, enregistrant ainsi, avec le titre SUCRIVOIRE, les plus faibles performances post-introductions du marché régional. Le bilan volumétrique mensuel a été moins bon que le mois précédent avec un recul (-9,8%) des montants transigés. Sur les 10 mois de l'année 2017, l'enveloppe globale engrangée sur le marché s'est chiffrée à 202,8 milliards FCFA, en retrait (-34%) par rapport au montant enregistré sur la même période en 2016 (soit 307,8 milliards FCFA). L'indice BRVM Composite a donc lâché 2,13% sur le mois, enfonçant ainsi son déficit annuel de 20,9%. Sur ces performances, le marché régional se positionne à la dernière place des marchés boursiers africains en termes de performance des indices composites.

Brèves du Compartiment-Actions

D'importantes corrections observées sur un nombre important de titres

Le Compartiment-Actions a accueilli de nombreuses opérations sur titre et une forte affluence d'indicateurs d'activité au titre du 1^{er} semestre et du 3^{ème} trimestre 2017. Il s'agit de:

- les fractionnements des titres: CIE CI par 20 (20 nouvelles actions pour 1 ancienne), SETAO CI par 100, les titres du groupe BOA [Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Niger, Bénin, Sénégal] par 10, le titre PALM CI par 2, et TOTAL SN par 10;
- l'augmentation de capital par incorporation de réserves et distributions d'actions gratuites de SAFCA CI (ALIOS FINANCE CI);
- l'admission sur le Compartiment-Actions des actions issues de l'OPV NSIA BANQUE CI (4 011 500 actions équivalent à 34,539 milliards FCFA);
- les Publications des résultats d'activités au 1^{er} semestre 2017: (i) 8 titres bancaires: BOA Côte d'Ivoire [Produit Net Bancaire (+5%), Résultat Brut d'exploitation (+3%), Coût du Risque (-47%)], BOA Bénin [PNB (-0,4%), RBE (-3,6%), CR (-4 213%)], SIB CI [PNB (+17%), RBE (+23%), CR (+1 265%)], SGBCI [PNB (+19%), RBE (+29%), CR (-132%)] et BICICI [PNB (+7,1%), RBE (+10,3%), CR (+380%)]; et (ii) 16 titres non bancaires: FILTISAC CI [Chiffre d'Affaires (CA)(+14%)], TOTAL SN (CA-1,5%), VIVO ENERGY CI (CA+18%), BERNABE CI (CA-12,1%), SAPH CI (CA+64%), NEI-CEDA (CA+2 262%), PALM CI (CA+2%), SODE CI (-0,56%), BOLLORE T&L CI (CA+6%), AIR LIQUIDE CI (-9,30%), CIE CI (CA+8,1%), SOLIBRA CI (CA+5,95%), NESTLE CI (CA+7,9%), CROWN SIEM CI (CA+1%), TOTAL CI (+6,5%) et UNIWAX CI (CA-3,6%);
- les publications des résultats d'activité au 3^{ème} trimestre 2017: (i) 2 titres bancaires BOA Burkina Faso (PNB+8,71%) et ECOBANK TI (PNB-12%), et (ii) 3 titres non bancaires, ONATEL BF (CA+0%), SAPH CI (CA+31%) et SOGB CI (CA+33%).

Tous ces événements ont été en deçà des attentes, puisqu'ils n'ont pas pu atténuer la spirale baissière des titres au cours de ce mois. La balance des variations des cours a d'ailleurs enregistré la baisse de plus de la moitié des titres cotés sur le Compartiment-Actions avec un retournement important du côté des titres NESTLE CI (-21,95%) et UNILEVER CI (-21,43%) qui ont pratiquement annulé leurs excellentes performances du mois précédent. Le bilan volumétrique sur le compartiment a été très faible, affichant une enveloppe et des quantités transigées en repli respectif de 3,4% et 60,5% par rapport au mois précédent. Le flux quotidien moyen a ainsi été de 621 millions FCFA/j contre 674 millions FCFA/j un mois auparavant. La capitalisation boursière du Compartiment a en revanche connu une légère avancée de 1% à plus de 6 235 milliards FCFA, comparée au mois de septembre 2017.

Brèves du Compartiment-Obligations

Hausse de l'enveloppe des transactions sur de faibles quantités de valeurs

Le compartiment-Obligations a enregistré ce mois, 5 radiations: «BOA Burkina Faso 6,25% 2012-2017», «BOA Côte d'Ivoire 6,25% 2012-2017», «BOA Niger 6,25% 2012-2017», «BHB 6,25% 2012-2017», et «BOA Sénégal 6,25% 2012-2017». Le flux transactionnel sur le compartiment a été très faible, générant un montant en repli de 61% à un peu plus de 695 millions FCFA, comparé au mois précédent. La quantité de titres transigés a également connu un retrait de 61% à plus de 70 mille obligations. La capitalisation du Compartiment s'est en revanche bonifiée sur le compartiment de 4% à plus de 3 020 milliards FCFA.

Perspectives du marché

Poursuite de la spirale baissière au cours des prochains mois

Malgré l'intensification des Evénements Sur Valeurs (ESV), la tendance baissière observée depuis des mois sur le marché régional s'est encore confirmée au cours de ce mois d'octobre se traduisant par des replis importants des indices de référence de la BRVM et par un assèchement de la liquidité sur le marché. Une telle physionomie pourrait se maintenir jusqu'à la fin de l'année avec les grandes fêtes qui s'annoncent. Il est vrai que les portefeuilles détenus actuellement par les épargnants semblent être en grande souffrance compte tenue des fortes corrections observées sur certains titres, mais c'est aussi l'occasion pour les investisseurs d'opérer leurs «stock picking» afin de profiter de la remontée des cours à moyen et long termes.

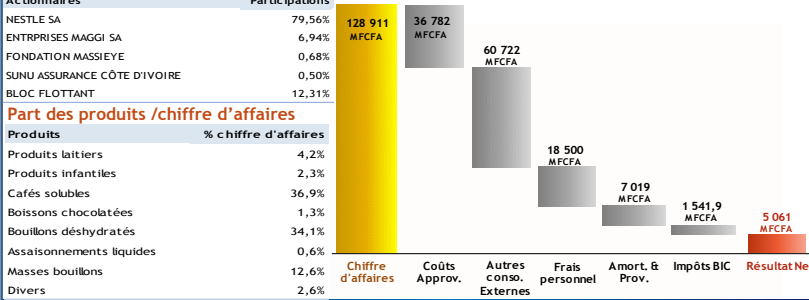


LES FONDAMENTAUX DE LA SOCIETE EN 2016

Actionnariat de NESTLE CI

Actionnaires	Participations
NESTLE SA	79,56%
ENTRPRISES MAGGI SA	6,94%
FONDATION MASSIEYE	0,68%
SUNU ASSURANCE CÔTE D'IVOIRE	0,50%
BLOC FLOTTANT	12,31%

Décomposition du Chiffre d'affaires 2016



Part des produits /chiffre d'affaires

Produits	% chiffre d'affaires
Produits laitiers	4,2%
Produits infantiles	2,3%
Cafés solubles	36,9%
Boissons chocolatées	1,3%
Bouillons déshydratés	34,1%
Assaisonnements liquides	0,6%
Masses bouillons	12,6%
Divers	2,6%

Présentation de la société et de son activité

NESTLE Côte d'Ivoire est une société anonyme au capital de 5,51 milliards FCFA créée en 1993 suite à la fusion des anciennes filiales du Groupe agroalimentaire suisse NESTLE, à savoir, la société CAPRAL créée en 1959 et NOVALIM créée en 1977. Elle a pour activité la fabrication et la commercialisation de produits alimentaires ainsi que la vente de marchandises de la marque NESTLE. L'activité de NESTLE Côte d'Ivoire est, à cet effet, organisée pour la distribution autour de 6 familles de produits: (1) **boissons**: cafés solubles sous la marque NESCAFÉ et boissons chocolatées (MILO); (2) **produits laitiers**: notamment laits en poudre (NIDO) et laits condensés; (3) produits destinés à la nutrition infantile (CERELAC), (4) condiments et produits d'assaisonnement (MAGGI); (5) chocolats, confiseries et biscuits; et (6) aliments pour animaux de compagnie.

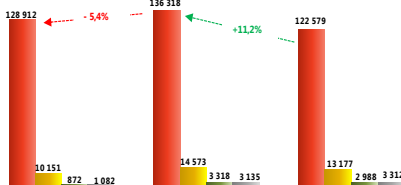
Le groupe possède, à son actif, deux usines (1 installée en zone 4 à Marcory, depuis 1960 et 1 en zone industrielle de Yopougon depuis 1979), une station expérimentale de 30 hectares à Zambako (18 kilomètres de Yamoussoukro), un Centre de recherche et de développement à Abidjan, et un Centre de distribution de ses produits bâti sur un site de 28 991 mètres carrés (m2) dans la zone industrielle de Yopougon à Abidjan. Pour l'approvisionnement de ses usines, la société dispose de nombreux centres d'achat répartis sur l'ensemble du territoire et emploie directement plus de 1000 personnes pour la couverture de l'ensemble de ses différentes activités. NESTLE CI accompagne, par ailleurs, la Côte d'Ivoire (1^{er} exportateur mondial de cacao et 3^{ème} producteur africain de café), dans une stratégie de relance de la filière café-cacao, à travers les programmes « Plan Cacao » et « Plan Nescafé » mis en place par le Groupe NESTLE au niveau mondial pour favoriser l'approvisionnement durable (en qualité et en quantité) en contribuant au développement des communautés rurales productrices. La société est cotée sur le 1^{er} compartiment de la BRVM depuis le 16/09/1998.

ACTIVITE ET SITUATION FINANCIERE

Evolution de l'activité de NESTLE CI

(en FCFA)	2016	2015	Δ (%)	S1-2017	S1-2016	Δ (%)
Chiffre d'affaires	128 911 736 851	136 317 772 041	-5,43%	69 595 767 055	64 484 175 827	7,93%
Résultat d'exploitation	4 110 322 172	8 796 692 227	-53,27%	4 250 703 473	44 156 058 130	-90,37%
Résultat Financier	-3 238 394 538	-5 478 861 210	-41,00%	-1 907 076 042	-2 410 478 539	-20,88%
Résultat avant impôt	1 116 956 120	3 170 116 948	-64,77%	2 433 135 141	2 184 709 771	11,37%
Résultat net	1 081 956 120	3 135 116 948	-65,46%	2 398 135 141	2 149 709 771	11,56%

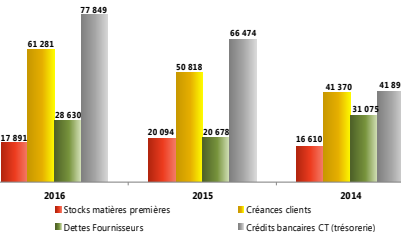
Evolution du Chiffre d'affaires (en Mions FCFA)



Quelques chiffres clés réalisés (2015-2016)

Autres fondamentaux	2016	2015	Δ (%)
Actif net	7 100 743 361	6 018 652 731	17,98%
Endettement net	109 976 742 416	100 559 166 137	9,37%
Total bilan	150 709 243 760	129 950 874 446	15,97%
Fonds de Roulement	-22 305 058 690	-13 545 564 991	64,67%
Besoin en fonds de Roulement	50 542 629 501	50 233 413 728	0,60%
Trésorerie nette	-72 847 688 191	-63 778 978 719	14,20%

Evolution créances et dettes (en Mions FCFA)



Quelques ratios sur l'historique

Ratios	2016	2015	Δ (%)
Gearing ratio (Total Dettes CT+LT nettes / Fonds propres)	> 1000%	> 1000%	
Taux de marge (EBE/CA)	7,87%	10,69%	-26,35%
Rentabilité financière	15,24%	52,09%	-70,75%

Faits saillants sur la société

Des résultats globalement en retrait malgré une évolution favorable des ventes locales

L'activité de NESTLE Côte d'Ivoire en 2016 s'est déroulée dans un environnement économique ivoirien toujours dynamique, porté par la bonne tenue de l'agriculture et des services, ainsi que par l'accroissement des grands travaux publics. Dans ce contexte favorable, qui a d'ailleurs intensifié la concurrence sur les différentes lignes de produits de NESTLE Côte d'Ivoire, les résultats commerciaux et financiers de la société se sont caractérisés par une évolution contrastée des performances réalisées respectivement sur le marché local et à l'exportation. Ainsi, tiré par les produits culinaires, les laits et les céréales, le canal «Ventes locales», a affiché une croissance et une profitabilité en ligne avec les objectifs stratégiques de la société. Ces performances locales n'ont malheureusement pas permis de compenser intégralement les conséquences néfastes de la baisse des exportations de café soluble (marque NESCAFÉ) et des culinaires (marques MAGGI) fortement concurrencés au niveau régional.

Les chiffres publiés au terme de l'exercice 2016, montrent:

Au niveau de l'activité

- Une baisse de 5,4% du chiffre d'affaires par rapport à 2015, principalement due au repli des exportations (-24,7%);
- Un affaiblissement (-53,7%) du résultat d'exploitation sous l'impact de la hausse des investissements dans les marques sur le marché local et dans les unités de productions. Ces investissements s'inscrivent dans une politique de développement des affaires sur le long terme de NESTLE Côte d'Ivoire. Soulignons également la bonne gestion des charges d'exploitation (en baisse de 7%) qui a contribué à l'atteinte de ce résultat;
- La société a, en conséquence, réalisé un profit net au 31 décembre 2016 de plus de 1,08 milliard FCFA, en recul de 65% par rapport à 2015;

Au niveau du bilan

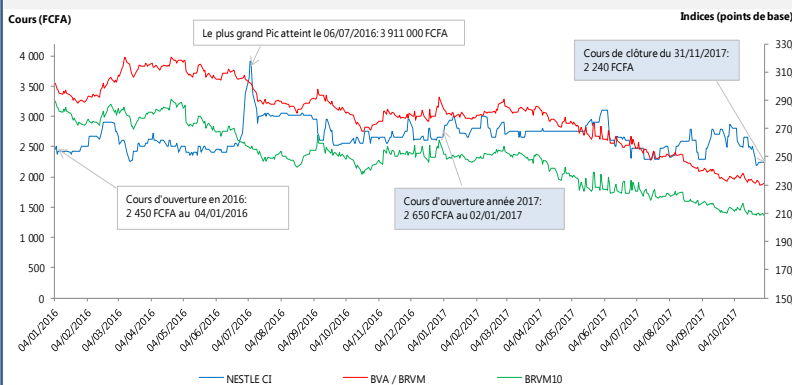
- Une amélioration (+18%) du niveau des capitaux propres consolidés par la mise en réserve de la totalité du résultat réalisé. Toutefois, le report à nouveau de la société reste toujours débiteur (-4,79 milliards FCFA) du fait des pertes accumulées entre 2010 et 2013;
- Une forte progression de l'endettement bancaire à court terme (+14%) ayant permis de soutenir le financement des investissements déclinés plus haut.

Toutefois, grâce aux plans mis en œuvre par les dirigeants au cours de l'exercice 2017 pour réduire les coûts d'exploitation, les résultats attendus au 31/12/2017 devraient s'inscrire dans le sillage des performances enregistrées à l'issue de l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires et le résultat des activités ordinaires avant impôt au 1^{er} semestre 2017 donnent d'ailleurs des perspectives encourageantes en affichant des progressions respectives de 7,9% et 17%, sous l'effet de la bonne conduite des ventes locales.

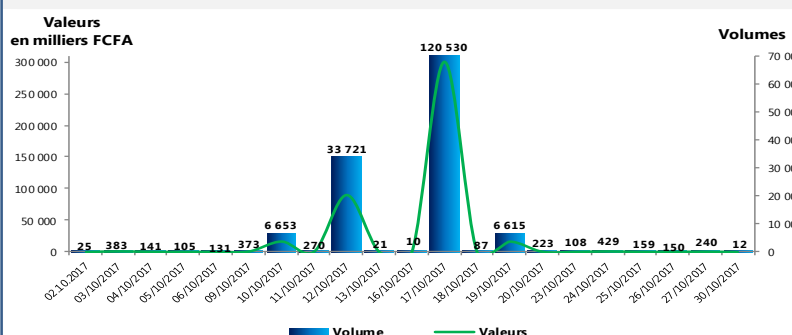
LE TITRE NESTLE CI SUR LA BRVM EN OCTOBRE 2017

Capitalisation boursière à fin octobre (FCFA):	49 437 696 000
Valeur d'entreprise (FCFA):	59 414 438 416
+Haut du mois (02 octobre 2017):	2 800 FCFA
+Bas du mois (25 octobre 2017):	2 200 FCFA
Performances depuis le 30/12/2016:	NESTLE CI / BRVM-C -15,5% / -20,9%
Ratios de valorisation	NESTLE CI / BRVM-C
PER 31 octobre 2017:	45,69x / 17,95x
PBR 31 octobre 2017:	6,96x / 6,29x

Evolution cours NESTLE CI vs Indices de la BRVM entre janvier 2016 et Octobre 2017



Volumes transigés et valeurs des transactions NESTLE CI en octobre 2017



Comportement boursier du titre NESTLE CI

Le titre NESTLE CI est resté moins volatil et a été moins fortement corrélé à la situation du marché régional orientée, depuis le début de l'année 2017, à la baisse. Le cours du titre a fluctué sur le mois d'octobre autour d'une moyenne de 49 864 FCFA (2 493 FCFA après ajustement suite au fractionnement par 20 du cours de l'action NESTLE CI) avec un trend globalement baissier. Le cours du titre a fléchi de 22% pour atteindre 44 800 FCFA (2 240 FCFA après ajustement) au 31/10/2017. Le PER de la société (45,69x) semble très élevé, comparé à celui de son secteur (25,74x) et du Marché global (18,15x). Ce qui dénote un potentiel de croissance assez réduit du cours du titre compte tenu du bénéfice actuel.

Perspectives et recommandations

Les effets induits par les investissements réalisés au cours des trois dernières années devraient être perceptibles dans les années à venir. La société consolide progressivement ses capitaux propres qui remorquent des pertes cumulées entre 2010 et 2013. Le titre ne verse plus depuis des années des dividendes mais son cours reste stable. Il pourrait être recommandé aux investisseurs de long terme qui pourront profiter des meilleurs résultats dans les prochaines années, mais à déconseiller aux épargnants à court et moyen terme.



La communication financière est définie comme étant un élément clé de la transparence du marché financier et constitue une condition essentielle pour accroître la confiance des investisseurs, la crédibilité et la qualité d'une place financière. Cette dimension, de plus en plus stratégique, de la communication financière et le besoin, exprimé par les émetteurs, de pouvoir fournir une information de qualité malgré la complexité accrue des contraintes réglementaires, ont présidé, en 2005 à la création d'Observatoires de la Communication Financière (OCF) sur plusieurs marchés occidentaux. Choix d'un discours cohérent et vendeur, régularité des communications, puissance de diffusion, la pratique d'une communication financière efficiente s'avère parfois délicate. D'autant plus que l'équilibre des marchés repose, sur une information parfaite des investisseurs, comme le stipule la théorie de l'efficience informationnelle de l'économiste américain Eugène FAMA, où il présente les conditions d'un marché idéal.

Dans un marché où la satisfaction des actionnaires est au centre des préoccupations du management, la communication vers ces investisseurs devient un élément fondamental de la stratégie. Sa mise en œuvre implique une adhésion très forte des équipes dirigeantes qui sont les seules à même de mener l'indispensable réflexion précédant une opération de communication financière.

Choix d'un discours cohérent et vendeur, régularité des communications, puissance de diffusion, la pratique d'une communication financière efficiente s'avère parfois délicate. D'autant plus que l'équilibre des marchés repose, sur une information parfaite des investisseurs, comme le stipule la théorie de l'efficience informationnelle de l'économiste américain Eugène FAMA, où il présente les conditions d'un marché idéal.

Dans un marché où la satisfaction des actionnaires est au centre des préoccupations du management, la communication vers ces investisseurs devient un élément fondamental de la stratégie. Sa mise en œuvre implique une adhésion très forte des équipes dirigeantes qui sont les seules à même de mener l'indispensable réflexion précédant une opération de communication financière.

La première étape est de donner de la crédibilité à l'entreprise, expliquent les spécialistes. Le président de la société, ou son comité exécutif, doit réfléchir au positionnement de son activité, raconter son histoire et donner des perspectives. Ainsi, pour assurer une bonne communication financière, il convient de suivre les recommandations ci-après :

1. Tenir un discours cohérent

Il s'agit d'alimenter régulièrement la communication de la société par des messages institutionnels et financiers en prenant soin de tenir un discours cohérent qui soit vendeur tout en ne faisant pas de sur-promesses.

Si la majorité du travail de communication financière peut être fait en interne à condition d'un fort engagement des dirigeants, il est toutefois conseillé de s'adjoindre un conseiller en communication ou, au mieux, une agence spécialisée dans la communication financière. Celle-ci pourra aider l'entreprise à repérer les investisseurs avec lesquels elle a tout intérêt à communiquer, viendra en soutien pour la rédaction des messages et sera partie prenante dans l'organisation de rencontres avec les investisseurs, les actionnaires et la presse. Quel que soit le vecteur de communication choisi, l'investisseur attend un discours clair et structuré sur la stratégie et le positionnement de la société.

2. Nourrir le marché d'informations régulières

Il y a au moins trois types de rendez-vous obligatoires durant l'année : la publication des résultats annuels, semestriels et l'Assemblée Générale. A cela, peut s'ajouter la publication d'informations institutionnelles. Ainsi, pour une entreprise qui est introduite en bourse, non seulement il faut tenir ses engagements, mais surtout nourrir les analystes d'informations pour leur permettre de «vendre» la société auprès des investisseurs tout en prenant bien soin des informations diffusées. Sur ce plan, la transparence doit être de mise. Il ne faut pas hésiter à publier un profit warning plutôt que de le repousser et veiller à surveiller le consensus des analystes pour que ça ne parte pas dans tous les sens.

Où publier ces informations ?

Sur notre marché par exemple, la parution des messages de communication sur le site de la BRVM (www.brvm.org) est obligatoire. Ensuite, tout dépend de la stratégie de communication financière choisie : on peut décider d'en faire un minimum ou au contraire opter pour une grande visibilité. Cela passe alors par de la publicité financière (parution dans les magazines spécialisées, voire une presse plus généraliste), par des informations publiées à l'occasion de l'Assemblée Générale, par l'organisation de réunions avec les analystes et la presse, par l'émission de communiqués de presse et, naturellement, par une présence sur la toile (Internet).

3. Les fonds négociés en bourse

Elle comprend la publication d'informations sur l'espace investisseur du site Internet de la société (qui doit être tenu à jour systématiquement) mais aussi, et surtout, la diffusion des informations sur les réseaux électroniques. Là aussi, il convient de faire appel à un prestataire qui s'occupe d'intégrer les communiqués sur un maximum de supports électroniques. S'agissant du choix du prestataire, c'est la qualité et la couverture du réseau de diffusion qui prime. En effet, chaque prestataire a une liste de points de diffusion. Il faut qu'elle soit la plus longue possible et puisse couvrir des domaines très variés. Cela permet de s'assurer que l'information a été vue par tous. Enfin, le prestataire peut également venir en soutien dans le cas où l'information doit être diffusée sur des réseaux spécifiques (pays lointains par exemple).

Avertissements

Ce présent bulletin est diffusé à titre purement informatif et ne constitue, en aucune façon, un document de sollicitation en vue de l'achat ou de la vente d'instruments financiers à la BRVM. Tout investisseur doit se faire son propre jugement quant à la pertinence d'un investissement dans une quelconque valeur mobilière évoquée dans ce bulletin, en tenant compte des mérites et des risques qui y sont associés, de sa propre stratégie d'investissement et de sa situation légale. Les performances passées et données historiques ne constituent, en aucun cas, une garantie du futur. Du fait de la présente publication, ni Atlantique Finance, ni aucun de ses dirigeants ou collaborateurs ne peuvent être tenus responsables d'une quelconque décision d'investissement.